# Art. 1 PAP QE – Zone d’habitation 1 [HAB-1]

## Art. 1.1 Affectation et nombre de logements

Le quartier existant « Zone d'habitation 1 » est principalement destiné aux maisons d’habitation unifamiliales. Les logements de type bi-familial sont interdits.

Le quartier existant « zone d'habitation 1 » est subdivisé comme suit:

[HAB-1•a] = maison unifamiliale avec un logement intégré.

[HAB-1•b] = maison unifamiliale avec un logement intégré et maison plurifamiliale avec 4 unités au maximum.

[HAB-1•pap] = pour les secteurs dont les prescriptions proviennent d’un plan d’aménagement particulier dûment approuvé par le Ministre l’Intérieur et qui est maintenu.

Un logement intégré peut être aménagé dans les maisons unifamiliales seulement.

Dans les maisons d'habitation sont également admises les activités professionnelles exercées par un résident-occupant sur une surface de 50 m2 ainsi que des espaces libres correspondant à l’ensemble de ces fonctions.

Les crèches n’y sont pas autorisées.

## Art. 1.2 Agencement des constructions

Les maisons situées dans cette zone pourront être isolées, jumelées ou groupées en bande d'au maximum quatre unités. Au maximum deux maisons plurifamiliales peuvent être jumelées ou en bande.

## Art. 1.3 Marges de reculement

Les marges de reculement sont mesurées selon les dispositions de l’Art. 22.

### Art. 1.3.1 Recul avant

Le bâtiment principal aura un recul avant de 2,0 à 6,0 mètres. Les parties de la construction comprenant un accès carrossable (p.ex. porte de garage, accès ouvert) donnant sur la voirie de l’Etat doivent avoir un recul d’au moins 5,0 mètres, voir Art. 15.

Une dérogation à cette règle peut être accordée ou imposée, si un terrain naturel est en pente ou pour des raisons urbanistiques, techniques ou de sécurité.

### Art. 1.3.2 Recul latéral

Le recul latéral minimal des bâtiments principaux (véranda, terrasse couverte ou constructions similaires comprises) est de 3,0 mètres. L’implantation sur la limite de la parcelle est obligatoire lorsque la construction principale peut être adossée au pignon d’une construction principale existante, joignant déjà la limite séparative.

### Art. 1.3.3 Recul arrière

Le recul arrière minimal des bâtiments principaux (véranda, terrasse couverte ou constructions similaires comprises) est de 6,0 mètres.

### Art. 1.3.4 Dérogation

Une dérogation peut être accordée ou imposée dans les cas où une augmentation ou une diminution du recul s’impose pour des raisons urbanistiques, topographiques, de raccordement aux immeubles existants ou de sécurité de la circulation.

## Art. 1.4 Gabarit du bâtiment principal

### Art. 1.4.1 Profondeur

Les maisons d’habitation ont une profondeur de 12,00 mètres au maximum. Au rez-de-chaussée et du côté arrière la profondeur peut atteindre 15,00 mètres au maximum, y compris les vérandas, terrasse couverte et construction similaire, si les marges de reculement sont respectées (voir Art. 25).

Le sous-sol d’un bâtiment principal d’une maison plurifamiliale peut être plus profond que la partie hors-sol, du côté arrière, sans dépasser une profondeur totale de 20,00 mètres, sous condition d'être enterré complètement et de respecter les reculs imposés. Exceptionnellement dans les terrains en pente (plus de 15%), le sous-sol pourra dépasser le terrain naturel de 1,00 mètre au maximum.

### Art. 1.4.2 Nombre de niveaux

Les maisons d’habitation auront au maximum deux niveaux pleins y compris le rez-de-chaussée. Il sera possible d’aménager un niveau supplémentaire dans les combles ou en tant qu’étage en retrait, avec au maximum 60% de la surface utile du dernier niveau plein.

### Art. 1.4.3 Hauteur

La hauteur maximale des bâtiments d’habitation ne devra pas excéder:

* 7,0 mètres à la corniche ou à l'acrotère et
* 12,0 mètres au faîte.

Une dérogation à cette règle pourra être accordée pour garantir un raccord harmonieux avec les constructions existantes (maximum 1,0 mètre).

Les hauteurs sont mesurées selon les dispositions de l’Art. 25.

La hauteur des dépendances comme p.ex. garage, abri de jardin, véranda, est définie dans les Art. 15, Art. 16 et Art. 17.

### Art. 1.4.4 Toitures et façades

1. La toiture du bâtiment principal peut être

* à (au moins) deux versants, avec une pente qui devra se situer entre 30 et 42 degrés,
* à pente unique, avec une pente maximale de 25 degrés,
* plate.

Les toitures de style « Mansart » ou bombées sont interdites. Pour les constructions jumelées ou en bande, les types, formes et pentes des toitures sont à harmoniser entre les différents bâtiments.

La couverture des toitures inclinées du bâtiment principal sera soit en ardoises grises ou constituée d'un matériel de couleur grise foncée ou brune foncée qui en imite la forme et la texture, soit de tuiles de teinte naturelle et matte. Des matériaux non brillants comme p.ex. le zinc ou inox sablé à joints debout ou le cuivre sont acceptés. Les toitures en chaume sont interdites. Les gouttières et descentes verticales seront en zinc, en cuivre ou en inox sablé.

Les toitures et les retraits peuvent être végétalisés.

Les prescriptions pour ouvertures dans les toitures sont définies dans l’Art. 13.

1. Dans le cas d'un étage en retrait, le retrait aura au moins 1,50 m sur chaque plan de la façade, à l'exception d’un bâtiment accolé à une autre construction et/ou en limite de parcelle. Les retraits pourront-être aménagés en toiture-terrasse sans préjudice d'autres dispositions légales.
2. Les façades d’une construction principale sont à réaliser en utilisant les matériaux et couleurs traditionnels de la région. Tous les revêtements de façade brillants (métaux, verre, matières plastiques) et de couleur vive sont interdits, à l’exception de ceux des vérandas et des installations destinées à la production d’énergie renouvelable en façade et en toiture.

L’utilisation des briques ainsi que toute maçonnerie extérieure apparente dans les façades ne sera admise que comme élément de structure de petites dimensions. Ces surfaces ne seront en aucun cas supérieures à 25 % de la surface totale des façades. Les maisons de type « chalet » sont interdites.

1. Toute installation destinée à la production d’énergie renouvelable en façade et en toiture, fera l'objet d'une autorisation de construire préalable selon les dispositions de l’Art. 8.

## Art. 1.5 Secteur protégé de type « environnement construit – C »

Pour le secteur protégé de type « environnement construit – C », les prescriptions sont précisées de manière suivante:

1. La toiture du bâtiment principal devra obligatoirement avoir deux versants. La pente des toitures devra se situer entre 35 et 42 degrés.

La saillie aura au maximum 0,15 mètre à la corniche (sans la gouttière) et au maximum 0,05 mètre en pignon. La corniche ne pourra pas être interrompue.

1. La toiture d’une annexe accolée à une construction principale, destinée à agrandir la surface utilisable, pourra être plate, à condition que

* la surface utilisable, c'est-à-dire l’emprise au sol, n’excède pas un tiers de la surface utilisable de la construction principale;
* la surface de la façade de l’annexe soit égale ou inférieure à deux tiers de la façade de la construction principale à laquelle elle est accolée (même vue);
* les prescriptions concernant l’implantation (reculs, alignement, profondeur) et le gabarit soient observées;
* l’acrotère de l’annexe ne dépasse pas la corniche ou l’acrotère de la construction principale.

1. Les balcons et les avant-corps en façade principale sont interdits pour toute construction.
2. Les façades sont à réaliser en enduit minéral lisse; les socles en enduit minéral ou en pierre naturelle. Pour toutes les façades des constructions principales ou annexes, seules sont admises les couleurs définies dans l’Art. 26.

L’utilisation de matériaux présentant un coloris et/ou une structure différente de la couleur principale de l’enduit minéral n’est admise que comme élément de structure à dimension réduite à appliquer au socle ou aux encadrements des ouvertures.

Par dérogation à ce qui précède, les annexes visées sous le point 2) du présent article peuvent être conçues en bois, béton, verre et autres matériaux contemporains.

1. Pour les « bâtiments protégés » et « gabarits protégés », dépassant la profondeur maximale de 12,0 mètres, le bourgmestre pourra déroger lorsque les conditions suivantes sont réunies:

* La profondeur maximale des constructions ne devra en aucun cas dépasser la profondeur du gabarit protégé;
* un changement d’affectation n’est autorisé que pour l'agrandissement du logement dans la maison unifamiliale y relative et pour les activités qui sont autorisées dans le quartier respectif.

Règles applicables à tous les PAP QE

Les prescriptions du présent chapitre sont applicables aux PAP « quartier existant » suivants:

* PAP QE – Zone d’habitation [HAB-1],
* PAP QE – Zone mixte villageoise [MIX-v] et
* PAP QE – Zone mixte rurale [MIX-r].

# Art. 6 Généralités

Les constructions et les établissements, qui par leur nature, leur importance, leur aspect, seraient incompatibles avec la sécurité, la salubrité, la commodité et la tranquillité d’un quartier d’habitation sont interdits.

# Art. 7 Assainissement énergétique

Afin de garantir l’assainissement énergétique des constructions existantes, une dérogation concernant l’alignement, les reculs et les hauteurs (corniche, acrotère et faîte) peut être accordée. Un dépassement de 0,25 mètre de l’isolation thermique sur le domaine public peut être accordée, à condition de garantir un trottoir d’une largeur de 1,50 mètre minimum, et ce, sans donner droit à l’aliénation du domaine public.

# Art. 8 Panneaux solaires

Les panneaux solaires (photothermiques et/ou photovoltaïques) doivent être posés parallèlement à la pente du versant de la toiture et être le plus proche possible de la couverture de la toiture ou être intégrés dans celle-ci. Ils doivent être éloignés de 1,0 mètre de la gouttière et ils ne peuvent pas dépasser la toiture elle-même.

Dans le cas d'une toiture plate, les panneaux solaires auront un recul minimal de 1,0 mètre par rapport aux plans de façades et ne peuvent dépasser une hauteur totale de 1,0 mètre et une pente maximale de 35°.

Les panneaux solaires installés sur le ou les versants de la façade principale, doivent former un ensemble harmonieux quant au type, à la forme et à l’épaisseur.

## Art. 8.1 Secteur protégé de type « environnement construit – C »

Pour le secteur protégé de type « environnement construit – C », les prescriptions sont précisées de manière suivante:

* Les panneaux solaires (photothermiques et/ou photovoltaïques) doivent être de type « full black », c'est-à-dire sans éléments métalliques scintillants.
* La surface totale maximale des panneaux solaires par versant, est limitée à 70%.

# Art. 9 Emplacements de stationnement

Les emplacements pourront être aménagés soit sous forme de garage ou de car-port, soit sous forme de parking à ciel ouvert.

Le nombre minimal d’emplacements de stationnement et les prescriptions y liées sont définis dans l’article 7 de la partie écrite du Plan d'Aménagement Général (PAG).

# Art. 10 Changement d'affectation et constructions existantes

Les autorisations de construire délivrées avant l’entrée en vigueur de la présente partie écrite gardent leur validité.

## Art. 10.1 Changement d’affectation

Tout changement d’affectation est soumis à une autorisation du bourgmestre. Une telle autorisation est soumise aux prescriptions du PAP QE applicable.

Ceci vaut notamment pour le changement d'affectation d'une construction existante non-dédiée à des fins d'habitation en tant que logements et pour l'augmentation du nombre de logements et/ou de la surface exploitable dans le cadre d'une transformation et/ou extension d'une construction existante.

## Art. 10.2 Constructions existantes

Les logements, entreprises, commerces et services existants et dument autorisés avant l’entrée en vigueur de la présente partie écrite et dont l’affectation n’est plus autorisable, peuvent être maintenus, respectivement, poursuivre leurs activités. Des travaux de transformations mineures, de conservation et d’entretien sont autorisés pour les constructions et les aménagements existants.

Afin de permettre la rénovation ou la transformation d’un bâtiment existant dont les prescriptions ne sont plus autorisables, le bourgmestre pourra déroger aux dispositions concernant le nombre de niveaux admis, la hauteur des constructions et des toitures, la profondeur, les reculs sur les limites ainsi que la forme de la toiture.

Toutefois, ces dispositions ne s’appliquent qu’aux affectations dûment autorisées.

# Art. 11 Lotissement de terrains

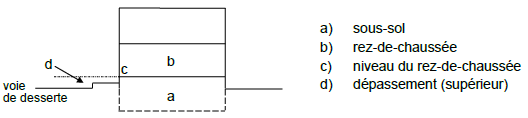
Lorsqu’un ou plusieurs terrains viabilisés, constructibles, bâtis ou non, sont subdivisés ou regroupés, le propriétaire devra solliciter une autorisation de lotissement selon les prescriptions de l'article 29 (1) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

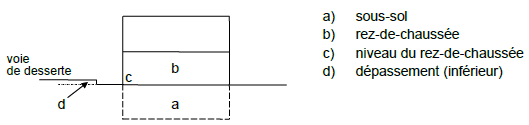
Lors de la demande d’autorisation de lotissement, le demandeur doit fournir un plan de lotissement qui démontre la conformité avec les dispositions du présent règlement. Ceci concerne également les marges de reculement relatives aux constructions existantes concernées par une demande d’autorisation de lotissement.

# Art. 12 Rez-de-chaussée

Le niveau du rez-de-chaussée du côté rue est défini par rapport à la cote de l’axe de la voie desservante. Il pourra dépasser cette cote de 1,5 mètre au maximum et être inférieur à cette cote de 0,5 mètre au maximum. Toutefois, la hauteur à la corniche maximale ne pourra pas être dépassée.

Lorsque la cote du rez-de-chaussée n’est pas la même sur toute la longueur des façades, le plancher le plus élevé sera déterminant.



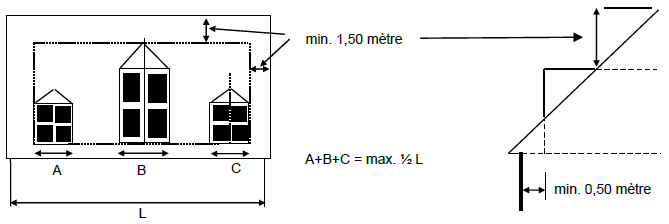


# Art. 13 Ouvertures dans la toiture principale

Les ouvertures, lucarnes, loggias ou ouvertures similaires dans la toiture en vue d’une meilleure exploitation fonctionnelle des combles sont autorisées. Ces ouvertures devront être implantées dans la toiture de manière à s’intégrer harmonieusement dans le tissu bâti existant. Elles seront implantées avec un recul minimal de 1,50 mètre des limites latérales, des arêtes et des noues de la toiture. Cette distance pourra être réduite pour les maisons en bande. Les lucarnes auront un recul minimal de 0,5 m sur le plan de la façade.

La somme des largeurs des ouvertures ne dépassera pas la moitié de la longueur de la façade. La largeur d’une ouverture ne dépassera pas 1,5 mètre. Les lucarnes ne pourront contenir aucun élément de façade (c'est-à-dire uniquement le cadre et les battants de fenêtre).

L’implantation des ouvertures est définie dans le dessin ci-après, à l’intérieur de la ligne pointillé:



La corniche peut être interrompue sur un tiers de la longueur de la façade (L) au maximum, à l'exception des secteurs protégés de type « environnement construit – C ».

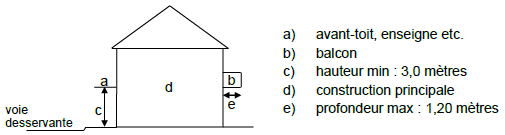
La largeur des lucarnes dans les secteurs protégés de type « environnement construit – C » devra être inférieure à celle des ouvertures de fenêtres situées en dessous dans la façade concernée, afin de préserver une harmonie sur l’ensemble de la façade.

# Art. 14 Saillie sur les façades

Les parties saillantes ou saillies des bâtiments comprennent les escaliers extérieurs et rampes ainsi que les avant-toits, corniches, balcons, auvents, marquises, enseignes publicitaires et éclairages.

Les saillies définies ci-dessus pourront être autorisées sous les conditions suivantes:

1. Les escaliers extérieurs, rampes et balcons pourront avoir une saillie maximale de 1,20 mètre.
2. Les saillies des corniches principales sont définies dans les PAP QE spécifiques.
3. Les auvents et avant-toits pourront avoir une saillie maximale de 1,0 mètre.
4. Les balcons sur la façade donnant sur rue, sur les façades latérales ou faisant saillie sur le domaine public sont interdits.



1. Les enseignes et les installations assimilables comme les panneaux publicitaires et les appareils d’éclairage privés, ne pourront pas dépasser une saillie de 1,20 mètre sur l’alignement de la voie publique. Elles devront se trouver à au moins 3,5 mètres au-dessus du niveau du trottoir et rester 1,0 mètre de retrait vis-à-vis de la bordure du trottoir. Elles devront respecter un recul au moins égal à la valeur de leur saillie sur une limite latérale. Elles ne pourront pas dépasser la hauteur de construction admissible dans la zone concernée.
2. Les panneaux solaires posées à plat sur la façade, avec une saillie maximale de 0,35 mètre.

# Art. 15 Garages et car-port

**Implantation**

La construction de garages ou de car-ports (en dehors du gabarit autorisé pour la construction principale de la maison d’habitation) ne sera admise que:

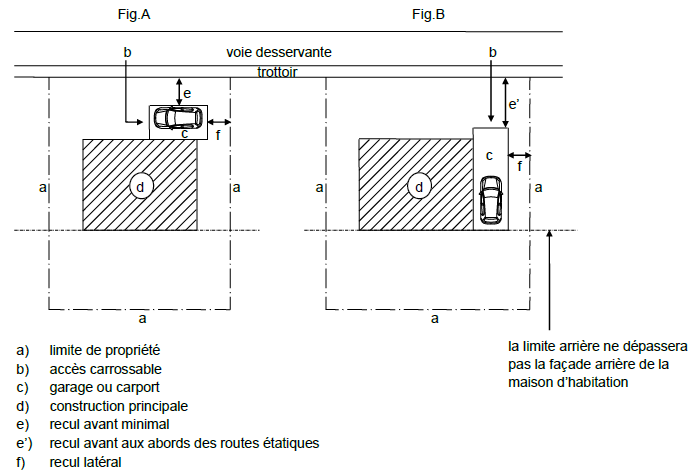
Dans le recul latéral (voir Fig. B), en limite de propriété, en respectant les conditions suivantes:

1. la construction devra se faire de part et d’autre des deux propriétés voisines et avec l’accord du voisin ou avec un recul latéral d’au moins 2,0 mètres de la limite de propriété pour les garages; un car-port pourra être implanté sans recul latéral, à condition que la face donnant sur la limite de propriété ne dépassera pas la hauteur de 2,0 mètres;
2. la distance minimale de l’abord de la voirie de l’Etat sera de 5,0 mètres au moins;
3. la limite arrière ne dépassera pas la façade arrière de la maison d’habitation.

Dans le recul avant (voir Fig. A), au maximum deux emplacements, avec une distance d’au moins 2,0 mètres de l’abord de la voie publique, si l’accès à partir de la voie publique est indirect et non perpendiculaire à la voie publique.

L’aménagement d’emplacements de stationnement et la construction de garages ou de car-ports est interdit dans le recul arrière. Elle peut y être autorisé dans les zones de protection des sources où l’aménagement de sous-sols n’est pas autorisé à condition qu’il n’est techniquement pas possible de réaliser l’aménagement d’emplacements de stationnement et la construction de garages ou car-ports dans le recul latéral.

Ces constructions doivent avoir un recul d’au moins 1,00 mètre sur les limites de la parcelle et leur toiture doit être végétalisée.



**Dimensions**

Car-ports: la hauteur maximale sera de 3,0 mètres. Les car-ports auront une toiture de préférence végétalisée, et seront ouverts sur au moins deux côtés.

Garages: la hauteur de la corniche sera de 3,0 mètres au maximum, la hauteur maximale au faîte sera de 6,0 mètres au maximum. La largeur d’une porte de garage ne pourra dépasser 5,0 mètres dans la façade principale.

La toiture d'un garage peut avoir une forme libre. Elle peut être aménagée sous forme de toiture-terrasse, si le garage observe un recul d'au moins 3,0 mètres de la limite de la parcelle et sans préjudice d'autres dispositions légales.

Un changement d'affectation ultérieur à des fins d'habitation est interdit.

Des garages ou car-ports accolés à un garage ou car-port forment une unité harmonieuse.

**Maisons plurifamiliales**

Au rez-de-chaussée des maisons plurifamiliales, au maximum 50% de la surface peuvent être dédiés à des fins de stationnement. Une dérogation est possible si le rez-de-chaussée est partiellement enterré dans le terrain naturel.

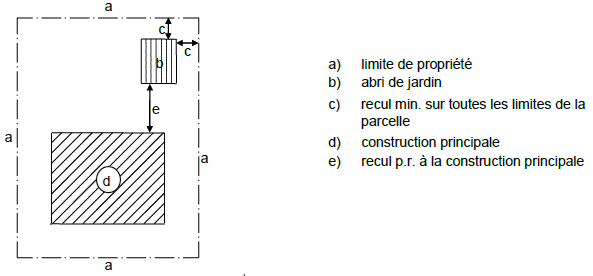
Deux tiers des emplacements de stationnement des maisons plurifamiliales seront aménagés à l'intérieur du bâtiment principal et/ou sous formes de garages ou carports selon les dispositions du présent article.

Les rampes d'accès au sous-sol auront un recul latéral d'au moins 1,5 m. Ce recul est à végétaliser (p.ex. rideau vert composé de haies et/ou d'arbres indigènes).

# Art. 16 Abris de jardin et autres dépendances

Un abri de jardin ou une construction similaire par parcelle, d'une surface constructible maximale de 16,0 m2 pourra être autorisé. L’abri de jardin ne peut être implanté dans le recul avant. Il doit avoir un recul d’au moins 3,0 mètres par rapport à la construction principale et d'au moins 1,0 mètre sur les limites de la parcelle.

La hauteur à la corniche n'excédera pas 2,20 mètres et la hauteur totale n'excédera pas 3,50 mètres. Les abris de jardins à toiture plate ne devront en aucun cas excéder une hauteur totale de 2,50 mètres. Ces hauteurs sont à mesurer entre le niveau du terrain naturel et le faîte, respectivement la corniche.



Les abris de jardin auront un aspect propre et soigné, s'intégrant harmonieusement au paysage.

En plus d'un abri de jardin, sont autorisées:

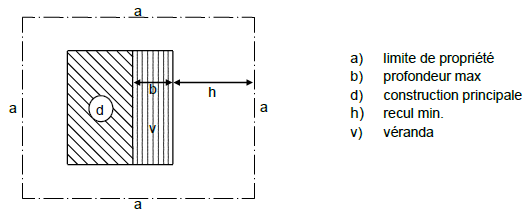
* une petite serre – érigée sans fin commerciale ni professionnelle – à condition qu'elle soit édifiée à plus de 2,0 mètres des limites de la parcelle et de 3,0 mètres au moins de la construction principale, que sa surface n'ait pas plus de 10,0 m2, que sa hauteur ne dépasse pas 2,70 mètres, et
* une volière, un chenil, à condition qu'ils soient édifiés à plus de 2,0 mètres des propriétés voisines, avec une surface maximale de 8 m2, et
* une piscine non couverte ou avec une couverture amovible, dont la hauteur totale ne dépasse pas 3,50 mètres, et dont la construction ainsi que les remblais et déblais s’intègrent harmonieusement dans le terrain naturel et respectent un recul minimal de 3,0 mètres sur les limites de la parcelle.

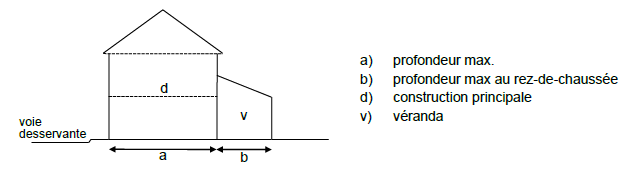
Les abris de jardin ou autres dépendances visés par le présent article ne pourront en aucun cas servir à l'habitation, à l'exercice d'une activité professionnelle ou au stationnement de voitures. La forme de la toiture est libre, toutefois l'aménagement d'une terrasse est interdit.

# Art. 17 Véranda ou verrière

Une véranda, verrière, terrasse couverte ou construction similaire en extension de la construction principale pourra être érigée sur un niveau au rez-de-chaussée (rez-de-jardin) du côté arrière et/ou latéral. Elle aura une profondeur maximale de 6,0 mètres et sera accolée à la construction principale. La hauteur maximale est de 3,50 mètre et ne peut dépasser la corniche du bâtiment principal.

Au moins deux tiers des parois extérieures de la véranda, non mitoyennes, seront translucides ou transparentes et les parois en limite de la parcelle (constructions jumelées ou en bande) seront exécutées en dur jusqu’à une hauteur de 2,0 mètres. Les toitures pourront être non translucides et non transparentes. L’aménagement en toiture-terrasse est interdit.





# Art. 18 Jardin privé

Les marges de reculement imposées devront être aménagées en jardin d'agrément et/ou potager et/ou verger, à l'exception des chemins d'accès nécessaires, des emplacements de stationnement, garages ou car-ports (voir Art. 15) et les dépendances (voir Art. 16).

Au moins 50% de la surface totale des marges de reculement avant, arrière et latérales est à aménager en tant qu’espace vert non scellé.

Ne sont pas considérés en tant qu’espace vert non scellé dans le sens du présent article:

* toute surface couverte par un revêtement de sol minéral ou synthétique, y inclus les jardins rocheux et les dalles de gazon;
* toute surface couverte par des escaliers;
* les chemins, terrasses, escaliers et murs;
* les dépendances;
* les piscines.

Dans le recul avant les jardins rocheux sont interdit et au maximum 10% de la surface totale de cet espace peuvent être couverts par des revêtements de sol minéraux. Les espaces nécessaires pour l’aménagement des accès respectivement des emplacements de stationnement ne sont pas pris en compte.

Les accès des constructions, les cours et les terrasses, pourront être exécutés en dur et de préférence par un matériel perméable. Les emplacements pour voitures seront à aménager avec un matériel perméable. En outre, les surfaces exécutées en dur (béton, béton asphaltique, dallage etc.) seront à réduire au minimum.

Les installations de panneaux solaires et un ou plusieurs réservoir(s) pour la collecte des eaux de pluies auront un recul d’au moins 2,0 mètres sur les limites de la parcelle et sont soumises à l’autorisation préalable du bourgmestre.

# Art. 19 Travaux de déblai et remblai

Le terrain naturel est à sauvegarder dans la mesure du possible. Un remblai de terre jusqu'à 1,0 mètre au-dessus ou un déblai jusqu'à 1,0 mètre en dessous du terrain naturel, avec un recul d'au moins 2,0 mètres de la limite latérale et de 2,0 mètres de la limite postérieure est autorisé. Le remblai pourra être aménagé de part et d'autre des limites latérales avec l'accord réciproque entre voisin.

# Art. 20 Clôtures, murs de soutènement

* 1. Tous les murs implantés en limite de propriété devront être préalablement autorisés par le bourgmestre.
  2. Les limites entre domaines publics et privés pourront être clôturés par des socles ou des murets d’une hauteur moyenne inférieure à 1,0 mètre, par des haies vives ou par des grillages, dont la hauteur totale ne pourra pas dépasser 1,50 mètre mesurée par rapport au niveau du domaine public.
  3. Les limites de propriété latérales et postérieures pourront être clôturées (mur, clôture ou haie) jusqu`à une hauteur maximale de 1,90 mètre. La hauteur des murs en limite de parcelle est limitée à 0,3 mètre.
  4. La hauteur maximale des murs de clôture à établir sur la ligne séparatrice entre deux constructions jumelées ou groupées – entre cours ou terrasse – derrière la façade postérieure des constructions sera fixée à 2,0 mètres au maximum. Cette hauteur pourra être dépassée avec l’accord réciproque du voisin. La longueur du mur de séparation ne pourra excéder 4,0 mètres.
  5. Pour des raisons d’hygiène et/ou de sécurité de la circulation, le bourgmestre pourra ordonner le clôturage de parcelles construites ou non construites, situées en bordure des voies publiques et en définir la nature.
  6. Un ou plusieurs murs de soutènement d’une hauteur maximale de 1,0 mètre seront autorisés sur des terrains en pente dans le recul latéral et postérieur. Entre deux murs et entre la limite de la parcelle et le mur le plus proche de cette limite, une distance d’au moins 1,50 mètre sera à respecter.
  7. Les murs de soutènement seront en pierres naturelles ou béton de couleur grise et peuvent, en outre, faire l'objet de prescriptions destinées à assurer leur intégration au paysage et à les doter d'une certaine esthétique.
  8. Les clôtures et murets des parcelles situées aux angles de rues ne pourront entraver la bonne visibilité.

# Art. 21 Antennes

La hauteur des antennes de réception de la radiodiffusion ou de la télévision sera limitée aux éléments et dimensions nécessaires à une bonne réception. Toute antenne sera soumise à une autorisation de construire préalable.

L'installation d'antennes est interdite sur le versant de la toiture, sur les balcons et sur la façade donnant sur le domaine public, sauf au cas où il s'agit du seul endroit permettant de capter les ondes. En aucun cas, les antennes pourront empiéter sur le domaine public ou sur une propriété voisine. Elles devront être aménagées et fixées de façon à ce qu'elles ne présentent aucun danger pour le public. Fixées à la façade latérale ou au toit, elles devront respecter un recul par rapport à l'alignement de la façade principale d'au moins un tiers de la profondeur de la maison.